

Marion BARY
Maître de conférences en droit privé,
Faculté de droit et de science politique
IODE UMR CNRS 6262
Université de Rennes 1
marion.bary@univ-rennes1.fr

Formation

- 2007 **Doctorat de droit privé**, Université de Tours
Sujet de thèse : L'influence des droits subjectifs sur la responsabilité extracontractuelle
- 2000 **DEA droit privé général**, Université de Paris II
Sujet de mémoire : La protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales sans bénéfice individuel direct
- 1999 **Maîtrise de droit privé**, Université de Valenciennes

Expérience professionnelle

- 01/09/2009 **Maître de conférences**,
Faculté de droit et de science politique de Rennes
2009-2014 : Chaire CNRS (INEE ; thématiques : droit de l'environnement et responsabilité environnementale)
2009-2010 : Chargée d'enseignement Droit de la responsabilité
2010-2011 : Droit de l'environnement (master II GHBV et ERPUR), introduction au droit (UFR SVE) et TD Droit de la responsabilité
2011-2012 : Droit privé de l'environnement (Master 2 Environnement et Droit), TD Droit de la responsabilité ; cours EHESP (IGS : impact du droit communautaire en santé environnement/responsabilité des acteurs de l'action sanitaire)
2012-2013 : Droit privé de l'environnement (Master 2 Environnement et Droit), Introduction au droit (1^{ère} partie) L1 Sciences Eco
2013-2014 : Droit privé de l'environnement (Master 2 Environnement et Droit), Introduction au droit (1^{ère} partie) L1 Sciences Eco ; cours EHESP (IGS : impact du droit communautaire en santé environnement/responsabilité des acteurs de l'action sanitaire)
2014-2015 : Droit privé de l'environnement (Master 2 Environnement et Droit), Introduction au droit (1^{ère} partie) L1 Sciences Eco ; Introduction au droit (12H) M1 Droit social FOAD ; Droit civil des biens L3 ; Voies d'exécution (M1) ; cours EHESP (3H : impact du droit communautaire sur l'action en santé environnement)
2015-2016 : Droit privé de l'environnement (Master 2 Environnement et Droit), Introduction au droit (1^{ère} partie) L1 Sciences Eco ; Droit civil des biens L3 ; Voies d'exécution (M1)
- 2008–2009 **Chargée d'enseignement** à la faculté de droit d'Angers (ATER)
Matières enseignées : Droit des sûretés, Régime des obligations, Droit des entreprises en difficulté, Instruments de paiement et de crédit, Régimes matrimoniaux, Droit commun des contrats.
- 2001-2007 **Chargée d'enseignement** à la faculté de droit de Tours
(2001–2005 : vacataire ; 2005–2007 : ATER)
Matières enseignées : Droit des obligations, Introduction au droit, Droit des personnes, Droit de la famille.

Activité de recherche

-Direction d'ouvrage :

-*L'angoisse face aux risques hypothétiques, Actes de colloque*, organisé par la MSHB, Marion Bary (dir.), RJO, numéro spécial, 2014, 172 p.

-*Diversités du patrimoine – Approche comparée en droit brésilien et français*, M. Bary et Anderson Orestes Cavalcante Lobato (dir.), éd. PUR, collection L'univers des normes, mars 2014, 203 p.

-*Environnement et Patrimoine culturel – Approche comparée : droits brésilien, français et de l'Union européenne*, actes de la Journée d'étude franco-brésilienne du 5 décembre 2011, organisée par l'IODE, responsable scientifique Marion Bary, numéro spécial RJO, novembre 2012.

-Contributions à des ouvrages collectifs :

a) Ouvrages de recherche

-Article « Le véhicule –outil », cas pratique, coécrit avec C. Corgas-Bernard, in Greca, *L'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation en Europe*, Bruylant, mars 2015, pp. 259-260.

-Article « Le rôle de la responsabilité civile dans la protection de l'environnement en droit français », in *Diversités du patrimoine – Approche comparée en droits brésilien et français*, M. Bary et A.O.C. Lobato (dir.), PUR, coll. L'univers des normes, 2014, pp. 115 à 131.

-Article « L'information du consommateur de nanoproduits en matière de sécurité corporelle et d'environnement : état des lieux et perspectives », coécrit avec A. Maffre-Baugé, in *Des nanotechnologies aux technologies émergentes – La régulation en perspectives*, S. Lacour (dir.), Larcier, 2013, pp. 85 à 109.

-Article « Information environnementale, contrat de vente immobilière et nanomatériaux. Les obligations spéciales du vendeur lors de la vente d'un terrain », in *Des nanotechnologies aux technologies émergentes – La régulation en perspectives*, S. Lacour (dir.), Larcier, 2013, pp. 111 à 126.

-Article « Droit à un environnement équilibré et respectueux de la santé et responsabilités », in *Changements environnementaux globaux et Droits de l'homme*, (dir.) Ch. Cournil et C. Colard-Fabregoule, Bruylant, 2012, pp. 265 à 281.

-Article « Responsabilités et assurance en matière de nanotube de carbone », coécrit avec G. Canselier, in *De l'innovation à l'utilisation des nanomatériaux, Le cadre normatif des nanotubes de carbone*, ss la coordination de S. Lacour, S. Desmoulin-Canselier et N. Hervé-Fournereau, Larcier, 2012, pp. 295 à 318.

-Article « De la fabrication des nanotubes de carbone à leur utilisation industrielle : identification des dispositifs juridiques à même de protéger l'environnement », coécrit avec Ph. Billet, N. Hervé-Fournereau et A. Langlais, in *De l'innovation à l'utilisation des*

nanomatériaux, Le cadre normatif des nanotubes de carbone, ss la coordination de S. Lacour, S. Desmoulin-Canselier et N. Hervé-Fournereau, Larcier, 2012, pp. 249 à 272.

b) Publication d'actes de colloque

-Article « Vers la consécration du préjudice d'angoisse face aux risques hypothétiques par la responsabilité civile ? », in *L'angoisse face aux risques hypothétiques, Actes de colloque*, Marion Bary (dir.), RJO, numéro spécial, 2014, pp. 93 à 114.

-Article « Les instances judiciaires françaises dans leur travail d'interprétation des droits fondamentaux de l'individu et la dimension environnementale », in *Droits fondamentaux et environnement*, Actes du colloque « Regards croisés sur les rapports entre les droits fondamentaux et l'environnement : Perspectives de la Belgique, du Canada et de la France », tenu à la Section de droit civil de l'Université d'Ottawa, le 25 janvier 2013, A. Braën (dir.), Montréal, Wilson & Lafleur, 2013, pp. 149-177.

-Article « Les droits français et de l'Union européenne face aux risques sanitaires potentiels liés à l'environnement (OGM, ondes, nanotechnologies,...) », in *Environnement et Patrimoine culturel – Approche comparée : droits brésilien, français et de l'Union européenne*, actes de la Journée d'étude franco-brésilienne du 5 décembre 2011, organisée par l'IODE, responsable scientifique M. Bary, numéro spécial RJO, novembre 2012, pp. 65 à 82

-Article « Quelle efficacité de la responsabilité civile face aux effets indésirables des médicaments et des vaccins ? », coécrit avec Aurélie Moriceau, in *Le risque – Journée de la Maison des sciences de l'homme Ange-Guépin*, F. Tripier (dir.), L'Harmattan, Logiques sociales, 2013, pp. 47 à 60.

-Article « A responsabilidade ambiental no contexto Francês e Europeu », in *Direito, Justiça e Ambiente : perspectiva franco-brasileiras*, A. O. C. Lobato et Ph. Pierre (dir.), éd. FURG, 2013, pp. 197 à 210.

c) Participation à des ouvrages de synthèse

-Mise à jour de l'étude de relative au *Gibier* (étude 335), *Lamy Droit de la responsabilité 2015* (Valérie Gaillot-Mercier (auteur jusqu'en nov. 2000) et Marion Bary)

-Mise à jour de l'étude relative à *la Chasse* (étude 330), *Lamy Droit de la responsabilité 2015*(Valérie Gaillot-Mercier (auteur jusqu'en nov. 2000) et Marion Bary)

-Mise à jour de *l'Etude relative à l'indemnisation des victimes de l'amiante* (étude 364), *Lamy Droit de la responsabilité 2013* (A. Lavole (auteur jusqu'en 2009) et M. Bary)

-Mise à jour de l'étude relative au *Gibier* (étude 335), *Lamy Droit de la responsabilité 2012* (Valérie Gaillot-Mercier (auteur jusqu'en nov. 2000) et Marion Bary)

-Mise à jour de l'étude relative à *la Chasse* (étude 330), *Lamy Droit de la responsabilité 2012*(Valérie Gaillot-Mercier (auteur jusqu'en nov. 2000) et Marion Bary)

-Participation à la rédaction de l'ouvrage collectif *BiodiversitéS – Nouveaux regards sur le vivant*, dir. A.-C. Prévot-Julliard, V. Maris, K. Alain, Y. Aumeeruddy-Thomas, V. Devictor,

A. Langlais, F. Not, S. Puijalon et B. Pujol, CNRS, *Editions du Cherche-midi*, 2010 (ouvrage totalement collectif ; contribution à la rédaction du chapitre 7 *Peut-on estimer la biodiversité en termes économiques et juridiques ?* (pp. 98 à 108) et chapitre 10 *Conserver la biodiversité* (pp. 138 à 149) et en particulier les développements *Des réponses juridiques à la crise* (p. 145) ; rédaction seule du focus recherche *La protection de la biodiversité : un défi pour la responsabilité civile* (p. 108))

-Mise à jour de *l'Etude relative à l'indemnisation des victimes de l'amiante (étude 364)*, *Lamy Droit de la responsabilité* 2011 (A. Lavole (auteur jusqu'en 2009) et M. Bary)

-Mise à jour de *l'Etude relative à l'indemnisation des victimes de l'amiante (étude 364)*, *Lamy Droit de la responsabilité* 2009 (A. Lavole (auteur jusqu'en 2009) et M. Bary)

-Articles :

-« Troubles anormaux de voisinage, risque et force majeure » (commentaire d'arrêt : Civ. 3^e, 10 décembre 2014), *RLDC* mai 2015, pp. 21 à 26.

-« Réglementation des nanomatériaux/nanoparticules au niveau français et européen », in *Micro et Nanotechnologies : Avancées, tendances et perspectives*, février 2015, OMNT, pp. 255-256.

-« Reconnaissance d'un droit d'alerte en matière de santé publique et d'environnement », Rapport national pour l'Académie de droit de l'environnement : France 2013, the 5th issue of the IUCN Academy of Environmental Law eJournal, 2014, pp. 182 à 184. (<http://www.iucnael.org/en/e-journal/219-issue-20141>)

-Article « L'indemnisation des victimes de l'amiante en droit français », *Revue Juris* (édition de la faculté de droit de l'Université fédérale brésilienne de Rio Grande), 2013, à paraître

-Article « Vers l'inapplication de la responsabilité environnementale ? », *LPA* 3 avril 2014, pp. 6 à 10.

-Participation à la chronique de jurisprudence 2012 de la Cour de justice de l'Union européenne, coordonnée par D. Gadbin : *Environnement et développement durable*, octobre 2013, pp. 23 et s (spéc. n° 2, pp. 25 et 26, commentaire des arrêts du 19 décembre 2012, aff. C-279/11 et C-374/11).

-Article d'analyse de publication « Potential harms from emerging technologies. Anticipatory and no-fault compensation system », *Revue de veille Nanoparticules, Nanomatériaux, effets sur la santé et l'environnement*, OMNT, n°11, Septembre 2013, p. 7-8.

-Article « L'arrêt Erika : un arrêt novateur à plus d'un titre – Etude des aspects civils », *RLDC* (mars) 2013, n° 102, pp. 19 à 24. (commentaire d'arrêt)

-Participation à la chronique de jurisprudence 2011 de la Cour de justice de l'Union européenne, coordonnée par D. Gadbin : *Environnement et développement durable*, novembre 2012, pp. 47 et s (spéc. n° 29, pp. 61 et 62, commentaire de l'arrêt du 15 septembre 2011).

-Participation à la chronique de jurisprudence 2010 de la Cour de justice de l'Union européenne, coordonnée par D. Gadbin : *Environnement et développement durable*, octobre 2011, p. 11 (spéc. pp. 21 à 23, commentaire des arrêts et ordonnances du 9 mars 2010)/ *Revue de Droit rural*, octobre 2011, p. 14 (spéc. pp. 23 à 25, commentaire des arrêts et ordonnances du 9 mars 2010).

-Etude « Le principe de précaution et la responsabilité civile : à propos des champs électromagnétiques », *RCA* septembre 2011, pp. 6 à 10. (commentaire d'arrêt)

-Article « L'obligation de vigilance à l'égard des atteintes à l'environnement (à propos de Cons.const., 8 avril 2011, n° 2011-116 QPC) », *RLDC* septembre 2011, pp. 20 à 25 (commentaire de décision)

-Billet d'humeur « Sous le soleil exactement... », juillet 2011, site NanoNorma (www.nanonorma.org)

-Article « La responsabilité de l'employeur à l'épreuve des risques liés aux nanoparticules et aux nanomatériaux », *RLDC* mai 2011, pp. 19 à 24

-« La consécration d'un droit à un environnement sain à l'échelon français et européen », country report France, *ejournal IUCN*, 2011, pp. 111 à 113.

-Article « Responsabilité environnementale et nanotechnologies », *Revue juridique de l'Ouest* 3/2010, pp. 273 à 295

-« L'existence contestable d'un droit subjectif à l'information », commentaire de l'arrêt Civ. 1^{re}, 3 juin 2010 (n° 09-13.591, indemnisation du défaut d'information du patient), *LPA* 30 septembre 2010, pp. 15 à 22

-Article « Le droit à un environnement sain », *RDLC* mai 2010, pp. 65 à 70

-Article « Les nouveaux défis de la loyauté de la preuve », *Droit et procédures* 2008 pp. 195 à 202 (8 pages).

-Note sous l'arrêt Civ. 2^e, 15 mars 2007 (modification, par le gérant de tutelle, du bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie souscrit par la personne protégée), *RCA* 2007 (n° 7-8), comm. n° 228, pp. 26 à 27 (1 page).

-Article « Questionnements sur les arrêts de la Cour de cassation », *LPA* 25 janvier 2007, numéro spécial *Le sens des arrêts de la Cour de cassation*, pp. 9 à 11 (3 pages).

-Communications :

a) Colloques et conférences

-« La protection de l'environnement et responsabilité sociétale des entreprises », Séminaire international « Justice socio-environnementale et droits de l'Homme », organisé par les Universités fédérales brésiliennes de Rio Grande, du Para, de Santa Catarina, du Mato Grosso et l'Université de Rennes 1 (IODE), Florianopolis, 5 et 6 novembre 2015/ Belem, les 10,11 et 12 novembre 2015

-« Vers la consécration du préjudice d'angoisse face aux risques hypothétiques par la responsabilité civile ? », Colloque « L'angoisse face aux risques hypothétiques », organisée par la MSHB, 3 octobre 2014, Faculté de droit et de science politique de Rennes.

-« L'action civile des associations de protection de l'environnement », Journée d'étude franco-brésilienne « Droit, Santé et Environnement – La sécurité sanitaire », organisée par l'IODE (UMR CNRS 6262) et l'Université fédérale de Rio Grande (FURG), 11 décembre 2013, Faculté de droit et de science politique de Rennes.

-« La régulation environnementale : approches économique et juridique », avec Marie-Hélène Hubert, MCF économie, conférence organisée par le Master Banque et Finance et la Banque de France, Faculté de sciences économiques, Rennes, 17 octobre 2013

-« L'association d'une dimension environnementale aux droits fondamentaux par les instances judiciaires en France », colloque international *Regards croisés sur les rapports entre les droits fondamentaux et l'environnement : Perspectives de la Belgique, du Canada et de la France*, organisé par la Section de droit civil de l'Université d'Ottawa en collaboration avec les facultés de droit de l'Université de Rennes 1 et de l'Université de Louvain - la - Neuve, Université d'Ottawa, 25 janvier 2013.

-« Quelle efficacité du droit de l'Union européenne pour la protection du droit à un environnement sain ? », Colloque international, *L'intégration régionale et les droits des individus*, Université fédérale de Porto Alegre (UFRGS), 3 et 4 décembre 2012, organisé par l'Université fédérale de Porto Alegre dans le cadre du GDRI CNRS « IRMCED » (Groupement de recherche international : intégrations régionales dans le monde, convergences et divergences).

-« Droit à un environnement sain en droit français », Séminaire international Droit, Santé et Environnement, Université fédérale de Rio Grande, 5 et 6 novembre 2012/ Séminaire international Droits fondamentaux et Environnement, Université fédérale du Mato Grosso (Cuiaba), 8 et 9 novembre 2012.

-« Droit à un environnement équilibré et respectueux de la santé et responsabilités », colloque *Les changements environnementaux globaux et Droits de l'Homme*, 27 et 28 septembre 2012, Paris, Conseil Supérieur du Notariat, organisé par Ch. Cournil et C. Fabregoule, Université Paris 13.

-« Nanoproduits, information et protection des consommateurs », colloque NanoNorma, *Des nanotechnologies comme modèle d'étude : quel cadre normatif pour les technologies émergentes ?*, colloque international, 15 et 16 mars 2012, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Paris, organisé par UMR 6224 CECOJI, CNRS, Université de Poitiers, UMR 8103 de droit comparé CNRS, Université de Paris 1, UMR 6262 IODE, Université de Rennes 1 et société Arkéma.

-« Les droits français et de l'Union européenne face aux risques sanitaires potentiels liés à l'environnement (OGM, ondes électromagnétiques, nanotechnologies...) », Journée d'étude franco-brésilienne « Environnement et Patrimoine culturel – Approche comparée : droits brésilien, français et de l'Union européenne », organisée par l'Institut de l'Ouest : Droit et

Europe (IODE UMR CNRS 6262), ayant eu lieu à la Faculté de droit et de science politique le 5 décembre 2011.

-« Quelle efficacité de la responsabilité civile face aux effets indésirables des médicaments et des vaccins ? », avec Aurélie Moriceau, docteur en droit, post-doctorante, CECOJI UMR 6224, Université de Poitiers et chercheur associé Cedre/IODE UMR 6262, Université de Rennes 1, Journées « Liens social » de la MSH Ange-Guépin, *Le risque*, 16-17 mai 2011, organisées par le LEMNA.

-« Le rôle de l'employeur dans la prévention et la réparation des risques liés aux nanoparticules et aux nanomatériaux », avec N. Dedessus-Le-Moustier, MCF, UBS, et A. Moriceau, Post-doctorant, CECOJI, Université de Poitiers, Conférence internationale INRS 2011 sur la recherche en santé au travail, « Risques liés aux nanoparticules et aux nanomatériaux », 5-6-7 avril 2011, Nancy.

-« Le droit et les risques sanitaires et environnementaux (à travers REACH, l'amiante et les nanotechnologies) », avec Alexandra Langlais, Chargée de recherche CNRS, European Doctoral College on Environment and Health (EDCEH), colloque organisé par l'Institut de Recherche en Environnement, Santé et Travail (IRSET), 07-11 juin 2010, Rennes.

-« La responsabilité environnementale, à l'échelon français et européen », Campus de recherche franco-brésilien « Santé, Environnement et Propriété intellectuelle » ayant lieu à la Faculté de droit et de science politique du 25 au 28 mai 2010

-« L'indemnisation des victimes de l'amiante en France », séminaire de droit de l'environnement du 11, 12 et 13 novembre 2009, Université fédérale brésilienne de Pelotas (coopération avec la faculté de droit, IODE UMR CNRS 6262)

b) Workshop

-« Synthèse et actualité juridiques en matière de nanoparticules et nanomatériaux », OMNT, Université Paris Diderot, Paris, 16 mai 2014

-« Imputabilité du préjudice d'angoisse face aux risques hypothétiques », séminaire « L'angoisse face aux risques hypothétiques », MSHB, Rennes, 19 décembre 2013

-« Etude sur le principe de précaution, séminaire « L'angoisse face aux risques hypothétiques », MSHB, Rennes, 26 septembre 2013

-« Etat de l'art du préjudice d'angoisse en droit privé » et « commentaire des décisions du Tribunal des conflits du 14 mai 2012 », séminaire « L'angoisse face aux risques hypothétiques », MSHB, Rennes, 7 janvier 2013

-« Peut-il exister un droit subjectif à un sol de qualité ? », atelier NormaSol, 1^{er} mars 2012, Paris

-« Obligation de vigilance, environnement et nanotechnologies », ateliers NanoNorma (projet ANR), 27 juin 2011, Rennes.

-« Principe de précaution et responsabilité civile », ateliers NanoNorma (projet ANR) et INRS, 3 novembre 2010, INRS, Paris.

-« Assurance et responsabilité dans le développement des nanotechnologies », ateliers NanoNorma (projet ANR), 15 septembre 2010, Lorient.

-« Responsabilité environnementale et nanotechnologies », atelier de recherche NanoNorma, Paris, Centre Malher, 15 mars 2010

-Projets de recherche :

-responsable scientifique du projet « **L'angoisse face aux risques hypothétiques** » labellisé par la MSH B (dépôt du dossier de soumission du projet lors de la campagne printemps 2012) : sept. 2012-sept. 2014

-Participation au projet **Norma-Sol Recherches sur la protection juridique des fonctions et services du sol** (n° de contrat Ministère/ADEME : 10 – MBGD – GESSOL – 2 - CVS – 091 – 2010 – Chorus n° 2100 201 557), sous la direction de Ph. Billet

-Membre du Groupe de Recherche Européen sur la Responsabilité Civile et l'Assurance (GRERCA)

-Participation au projet **NanoNorma « De l'innovation à l'utilisation : quel cadre normatif pour les nano-objets ? »** – (<http://www.nanonorma.org/>), bénéficiant du soutien financier de l'Agence Nationale de la Recherche au titre du Programme National en Nanosciences et Nanotechnologies (n° ANR-08-NANO-001-01).

-Manifestations (organisation) :

-Membre du comité d'organisation du Séminaire international « Justice socio-environnementale et droits de l'Homme », organisé par les Universités fédérales brésiliennes de Rio Grande, du Para, de Santa Catarina, du Mato Grosso et l'Université de Rennes 1 (IODE), Florianopolis, 5 et 6 novembre 2015/ Belem, les 10,11 et 12 novembre 2015

-Responsable scientifique du colloque « L'angoisse face aux risques hypothétiques », organisé par la MSHB et ayant eu lieu le 3 octobre 2014 à la Faculté de droit et de science politique de Rennes.

-Responsable scientifique de la Journée d'étude franco-brésilienne « Droit, Santé et Environnement – La sécurité sanitaire », organisée par l'IODE (UMR CNRS 6262) et l'Université fédérale de Rio Grande (FURG), 11 décembre 2013, Faculté de droit et de science politique de Rennes.

-Organisation de conférences des Pr. Maria Claudia Crespo Brauner (« La procréation médicalement assistée au Brésil : entre les directives des médecins et le vide législatif », 12 mars 2013, Amphi III, Faculté de droit et de science politique Rennes) et Anderson Orestes Cavalcante Lobato (« Les politiques de discriminations positives au Brésil », 19 mars 2013, Amphi III, Faculté de droit et de science politique Rennes).

-Responsable scientifique de la Journée d'étude franco-brésilienne « Environnement et Patrimoine culturel – Approche comparée : droits brésilien, français et de l'Union européenne », organisée par l'Institut de l'Ouest : Droit et Europe (IODE UMR CNRS 6262), ayant eu lieu à la Faculté de droit et de science politique le 5 décembre 2011.

-Responsable du comité de pilotage du Campus de recherche franco-brésilien « Santé, Environnement et Propriété intellectuelle », organisé par l'Institut de l'Ouest : Droit et Europe (IODE UMR CNRS 6262), ayant eu lieu à la Faculté de droit et de science politique du 25 au 28 mai 2010.

-Organisation (Association tourangelle des jeunes chercheurs en droit et Centre de recherche en droit privé de l'Université de Tours) du colloque « Sens des arrêts de la Cour de cassation ; point de vue de l'auteur, point de vue du lecteur », actes publiés *in* LPA 25 janvier 2007, numéro spécial.

-Rapports (non publiés)

-Contribution « Droits subjectifs et qualité des sols » (mars 2014), contribution pour le rapport du projet **Norma-Sol Recherches sur la protection juridique des fonctions et services du sol** (n° de contrat Ministère/ADEME : 10 – MBGD – GESSOL – 2 - CVS – 091 – 2010 – Chorus n° 2100 201 557), sous la direction de Ph. Billet.

Modules d'enseignement à distance

-Responsabilité du module ENVAM Réparation du dommage écologique ; participation à la rédaction (chapitre 2 La réparation du dommage écologique par la responsabilité)

Fonctions

Experte OMNT (Observatoire des Micro et Nanotechnologies) depuis mars 2013

Pilote du comité opérationnel axe 4, relatif à la recherche et aux formations spécialisées en DD & RS dans le cadre de l'A21 de l'Université de Rennes 1 jusqu'en 2014.

Correspondante à l'international de l'IODE

Responsable pédagogique du D.U. Droit parcours à la carte (à partir de septembre 2015)